

Programme d'Appui au Secteur de la Justice en Algérie

LETTRE D'INFORMATION

برنامج دعم قطاع العدالة في الجزائر

النشرة الإخبارية

La réponse de PASJA à la pandémie Covid-19

A partir de la mi-mars 2020, la situation sanitaire liée à la pandémie COVID-19 a entraîné des perturbations majeures dans la mise en œuvre du programme d'action du PASJA, du fait de l'impossibilité de mobiliser les experts Européens, de la fermeture de mars à septembre de l'Ecole Supérieure de la Magistrature et des restrictions temporaires au transport inter-willaya. En particulier les réunions en face à face entre experts, les formations et voyages d'étude à l'étranger ont dû être reportés, d'autres événements étant mis en attente.

En Coordination avec la Délégation de l'Union Européenne en Algérie et la Direction du programme, IBF, l'opérateur de l'UAP a rapidement pris conscience du besoin de renforcer les capacités du projet et de la nécessité de trouver rapidement de nouvelles formules afin de réaliser les formations et les activités en suspens. C'est ainsi qu'au cours de la période suivant l'apparition de la pandémie, les réunions en ligne se sont multipliées, par l'intermédiaire d'outils de conférence en ligne. Ces moyens technologiques, essentiels pour faire face aux limitations de la mobilité humaine, ont permis de continuer à organiser la collaboration à distance par le biais d'événements et de réunions en ligne entre experts et partenaires des deux rives de la Méditerranée.

Les OCL ont également permis d'organiser des formations dès la rentrée de septembre. Ainsi, les 9e et 10ème session de formation sur l'Assistance aux victimes d'infractions graves en faveur des magistrats, avocats et associations représentants de la société civile ont ainsi pu être tenues du 27 au 29 septembre et du 25 au 28 octobre, associant M. Serge Portelli, expert animant ces sessions à distance en vidéoconférence, ainsi que mesdames Nadia Aït-Zaï et Bouchra Fridi en présentiel, à l'Ecole Supérieure de la Magistrature de Koléa.

بشرى فريدي
Bouchra Fridi



نادية آيت زاي
Nadia Aït-Zaï



استجابة برنامج دعم قطاع العدالة في الجزائر لوباء كوفيد 19

من منتصف مارس 2020 ، أدى الوضع الصحي المرتبط بجائحة كوفيد 19 إلى اضطرابات كبيرة في تنفيذ برنامج عمل PASJA بسبب استحالة تنقل الخبراء الأوروبيين ، وإغلاق المدرسة العليا للقضاء من مارس إلى سبتمبر والقيود المؤقتة على النقل بين الولايات. على وجه الخصوص ، كان لا بد من تأجيل الاجتماعات وجهاً لوجه بين الخبراء والرحلات التدريبية والدراسية إلى الخارج حيث تم تعليق المشاريع الأخرى.

بالتنسيق مع وفد الاتحاد الأوروبي في الجزائر ومديرية البرنامج ، سرعان ما أدرك IBF، مشغل UAP، الحاجة إلى تعزيز قدرات المشروع والحاجة إلى إيجاد صيغ جديدة بسرعة من أجل تنفيذ التدريب والأنشطة المعجلة. في الفترة التي أعقبت ظهور الوباء على سبيل المثال ، زادت الاجتماعات باستخدام أدوات عقد المؤتمرات عبر الإنترنت. هذه الوسائل التكنولوجية ، الضرورية لمواجهة قيود التنقل البشري ، جعلت من الممكن الاستمرار في تنظيم التعاون عن بعد من خلال الأحداث والاجتماعات عبر الإنترنت بين الخبراء والشركاء من كلا ضفتي البحر الأبيض المتوسط.

كما أتاحت OCL تنظيم دورات تدريبية تبدأ في سبتمبر. وهكذا عقدت الدورة التدريبية التاسعة والعاشرة حول مساعدة ضحايا الجرائم الجسيمة لصالح القضاة والمحامين والجمعيات التي تمثل المجتمع المدني في الفترة من 27 إلى 29 سبتمبر ومن 25 إلى 28 أكتوبر ، بمشاركة السيد سيرج بورتيلي ، الخبير الذي يقود هذه الجلسات عن بعد عن طريق التداول بالفيديو ، بالإضافة إلى السيدة نادية آيت زاي وبشرى فريدي وجهاً لوجه في المدرسة العليا للقضاء في كوليا Koléa.

Des formations en présentiel ont également été dispensées à l'automne 2020 à l'ESM de Koléa. C'est ainsi que six sessions de formation au droit et contentieux de l'urbanisme ont été programmées en octobre et décembre, dispensées en présentiel par Mme Kebbab et M. Mezziane. Pendant la même période, un programme de six sessions de formation au droit des marchés publics assurées par MM. Lalle et Remadna est organisé, suivi d'une session de restitution en janvier 2021. En raison de la mobilisation des magistrats référendaires préalablement au référendum constitutionnel du 1er novembre, deux sessions formation portant sur les contrats internationaux ont dû être une nouvelle fois reportées après cette date.

Prolongation d'une année de la période de mise en œuvre de PASJA

Du fait de retards dans la mise en œuvre d'activités importantes du projet, et de la nécessité d'opérationnaliser d'autres activités au plus vite afin de rapprocher les citoyens de la justice, le programme PASJA a été prolongé d'un an au 18 octobre 2021, prolongeant ainsi les contrats UAP, EF et Pomilio Blumm d'une année supplémentaire. Cette extension permettra de réaliser les actions nécessaires à la réussite et à la finalisation du PASJA et ainsi de rattraper le retard occasionné notamment par la crise sanitaire.

Le lancement de nouvelles activités au bénéfice de la société civile algérienne

L'extension d'un an de la période de mise en œuvre de l'UAP permet, d'une part de réaliser les actions validées, comme par exemple les sessions de formations, le renforcement de la direction des relations humaines du Ministère de la Justice, ou la réalisation des projets des futures écoles de procédure pour les huissiers et les experts de justice, mais aussi de lancer de nouvelles activités visant en particulier à favoriser le rapprochement des citoyens de leur justice:

- La mise en place et la mise en œuvre d'un cadre de dialogue institutionnalisé et systématisé de manière durable entre des associations sélectionnées, au terme de l'élaboration d'une cartographie des ces organisations, et les pouvoirs publics, ces actions étant d'ailleurs déjà débuté.
- L'identification et la réalisation du renforcement des capacités des associations portant les intérêts des personnes les plus fragiles et des victimes de violence, associations sélectionnées pour leur objet associatif, leur efficacité et leur capacité à dialoguer avec les pouvoirs publics.
- Une conférence sur « les femmes, le droit et la justice ».

Koléa. C'est ainsi que six sessions de formation au droit et contentieux de l'urbanisme ont été programmées en octobre et décembre, dispensées en présentiel par Mme Kebbab et M. Mezziane. Pendant la même période, un programme de six sessions de formation au droit des marchés publics assurées par MM. Lalle et Remadna est organisé, suivi d'une session de restitution en janvier 2021. En raison de la mobilisation des magistrats référendaires préalablement au référendum constitutionnel du 1er novembre, deux sessions formation portant sur les contrats internationaux ont dû être une nouvelle fois reportées après cette date.

تمديد عام واحد لفترة تنفيذ برنامج دعم قطاع العدالة في الجزائر

بسبب التأخير في تنفيذ أنشطة المشروع الهامة ، والحاجة إلى تفعيل الأنشطة الأخرى في أسرع وقت ممكن من أجل تقريب المواطنين من العدالة ، تم تمديد برنامج دعم قطاع العدالة في الجزائر PASJA لمدة عام واحد حتى 18 أكتوبر 2021 ، وبالتالي تمديد UAP ، عقود EF و Pomilio Blumm لسنة إضافية. هذا التمديد سيجعل من الممكن تنفيذ الإجراءات اللازمة لنجاح وإنجاز برنامج دعم قطاع العدالة في الجزائر PASJA وبالتالي للتعويض عن التأخير الناجم بشكل خاص عن الأزمة الصحية.

إطلاق أنشطة جديدة لصالح المجتمع المدني الجزائري

إن التمديد لمدة عام واحد لفترة تنفيذ UAP يجعل من الممكن تنفيذ الإجراءات المصادق عليها مثل الدورات التدريبية أو تعزيز قسم العلاقات الإنسانية في وزارة العدل ، أو تحقيق مشاريع للمدارس المستقبلية للمحضرين والخبراء القانونيين. وأيضاً لإطلاق أنشطة جديدة تهدف بشكل خاص إلى تعزيز التقارب بين المواطنين والعدالة:

- إنشاء وتنفيذ إطار للحوار المؤسسي والمنهجي بطريقة مستدامة بين جمعيات مختارة والسلطات العامة بعد وضع خريطة لهذه المنظمات ، وقد بدأت بالفعل هذه الإجراءات في أماكن أخرى.
- تحديد وتنفيذ بناء القدرات للجمعيات التي تهتم بمصالح الأشخاص الأكثر هشاشة وضحايا العنف ، والجمعيات المختارة لغرضها الجماعي ، وفعاليتها وقدرتها على الحوار مع السلطات العامة.
- مؤتمر حول "المرأة والقانون والعدالة".

Quatre livrables majeurs produits par l'UAP depuis le début de la pandémie

Quatre livrables d'importance ont été produits par les experts de l'UAP depuis le début de la pandémie : un guide de l'assistance aux victimes d'infractions, un rapport sur le renforcement de la qualité de l'expertise judiciaire et du renforcement du professionnalisme des experts de justice, une charte des obligations en matière de maintenance du parc immobilier judiciaire, et un code de déontologie de la vente publique et de l'adjudication.

Guide de l'assistance aux victimes d'infractions

Réalisé par l'expert non principal de l'UAP, M. Serge Portelli, ce livrable permettra de disposer d'un texte de référence, mais aussi de documents annexes essentiels tels que textes de lois nationales ou de conventions internationales applicables. Ce support gagnerait d'être largement diffusé et bénéficier au plus grand nombre de professionnels de la justice et de l'appui aux victimes d'infractions : l'ensemble des magistrats, des avocats, des policiers, gendarmes et des associations spécialisées et plus largement de toutes les institutions ayant en charge l'aide et le soutien aux victimes.

Ce guide s'inscrit dans la continuité de l'action de l'UAP et vise à « contribuer au renforcement de l'Etat de droit, aider à garantir une justice indépendante, impartiale, équitable, efficace et accessible à tous les citoyens, consolider, à la fois, la crédibilité des institutions et celle de ses acteurs auprès des justiciables, ainsi que la confiance des citoyens dans leur justice ».

Il permet de généraliser les connaissances en matière d'assistance aux victimes d'infractions, et ainsi de moderniser le fonctionnement de la justice en la mettant au niveau des règles internationales et de l'intérêt grandissant, dans le monde entier, pour le respect des droits des victimes. Il donne aux professionnels du droit et aux acteurs sociaux la possibilité de connaître les règles de l'assistance aux victimes d'infraction, c'est renforcer l'accès au droit et à la justice. Il permet enfin de mettre à niveau tous les métiers publics et privés en matière d'aide aux victimes, c'est à dire de renforcer la professionnalisation des acteurs de ce secteur par le biais d'une formation de qualité et la diffusion d'une culture commune. Ce guide doit permettre de mobiliser plus facilement et plus largement les différents acteurs de terrain. Il servira de document de base et de référence .

أربعة مخرجات رئيسية أنتجها UAP منذ بداية الوباء

أنتج خبراء برنامج العمل المتحد أربعة مخرجات رئيسية منذ بداية الوباء: دليل لمساعدة ضحايا الجريمة وتقرير عن تعزيز جودة الخبرة القضائية والكفاءة المهنية للخبراء القانونيين، وميثاق الالتزامات فيما يتعلق بالحفاظ على الأسهم العقارية القضائية، ومدونة أخلاقيات البيع العام والتقاضي.

دليل لمساعدة ضحايا الجريمة

سيوفر هذا الناتج، الذي أعده الخبير غير الرئيسي لبرنامج UAP السيد سيرج بورتيلي، نصًا مرجعيًا ووثائق ثانوية أساسية مثل نصوص القوانين الوطنية أو الاتفاقيات الدولية المعمول بها. وسيستفيد هذا الدعم من توزيعه على نطاق واسع وإفادة أكبر عدد ممكن من المهنيين القانونيين ودعم ضحايا الجرائم: جميع القضاة والمحامين وضباط الشرطة والدرك والجمعيات المتخصصة وبشكل عام جميع المؤسسات المسؤولة عن مساعدة الضحايا ودعمهم.

هذا الدليل هو جزء من استمرارية عمل UAP الذي يهدف إلى "المساهمة في تعزيز سيادة القانون والمساعدة في ضمان عدالة مستقلة ونزيهة ومنصفة وفعالة والتي يمكن جميع المواطنين الوصول إليها وفي الوقت نفسه تعزيز مصداقية المؤسسات وفاعلها مع المتقاضين وثقة المواطنين في عدالتهم".

وهذا يجعل من الممكن تعميم المعرفة في مسائل مساعدة ضحايا الجرائم، وبالتالي تحديث سير العدالة من خلال رفعها إلى مستوى القواعد الدولية والاهتمام المتزايد في جميع أنحاء العالم باحترام الضحايا. إنه يمنح المهنيين القانونيين والجهات الفاعلة الاجتماعية الفرصة للتعرف على قواعد مساعدة ضحايا الجريمة، وبالتالي تعزيز الوصول إلى القانون والعدالة. أخيرًا، فإنه يجعل من الممكن ترقية جميع المهن العامة والخاصة من حيث مساعدة الضحايا، أي تعزيز احترام الجهات الفاعلة في هذا القطاع من خلال التدريب ونشر ثقافة مشتركة. يجب أن يجعل هذا الدليل من الأسهل حشد مختلف اللاعبين في الميدان بمثابة وثيقة أساسية ومرجعية.



سيرج بورتيلي
Serge Portelli

Rapport sur le renforcement de la qualité de l'expertise judiciaire et du renforcement du professionnalisme des experts de justice

De par sa mission d'expertise non principale, M.Dominique Auclair a préparé ce rapport tout d'abord pour servir de documentation de référence aux experts de justice algériens participant aux séances de formation organisées par l'UAP. Plus généralement, ce rapport doit servir de référence aux experts de justice dans l'accomplissement de cette tâche qui constitue l'aboutissement de leur mission : la rédaction du rapport d'expertise. Il présente les composantes du rapport d'expertise telles qu'exigées par la réglementation algérienne en vigueur, mais aussi conformément aux meilleures pratiques internationales.

Il suggère tout d'abord d'instaurer la pratique de la rédaction d'un pré-rapport, outil d'amélioration de la contradiction et du procès équitable. La pratique actuelle de l'expertise judiciaire en Algérie n'impose pas à l'expert d'établir une « note de synthèse » ou « pré-rapport » avant le dépôt du rapport d'expertise. Or, la rédaction d'un tel document présenterait de nombreux avantages pour les magistrats et les justiciables, car il assurerait le caractère contradictoire des opérations, il permettrait de corriger les erreurs matérielles ou d'analyse, ou encore, de réaliser des investigations complémentaires suggérées par les parties ou justifiées, et fournirait au Tribunal ou à la Cour les réponses à apporter aux contestations élevées par les parties sur les conclusions de l'expert.



دومينييك أوكليير
Dominique Auclair

Le rapport de M. Auclair a pour objectif d'aider les experts de justice algériens à élaborer un rapport d'expertise, en leur donnant les principaux conseils pratiques et en leur rappelant les règles formelles et procédurales à respecter. En revanche, il n'a pas pour ambition de fournir une méthode « clé en main ». Celle-ci dépend de l'articulation originale que l'expert doit faire entre construction de l'objet, élaboration des hypothèses, mise en place d'un protocole méthodologique et écriture répondant à chaque point de la mission.

Le rapport d'expertise proprement dit, présente des particularités, qu'il s'agisse d'un rapport relatif à une affaire civile ou pénale. Sont aussi présentées les règles régissant la rédaction, la forme et le contenu du rapport, celles concernant le dépôt du rapport. Sont expliqués les effets du dépôt du rapport d'expertise, la force probante du rapport, les principes de l'examen du rapport d'expertise. Le livrable contient enfin une "Charte des bonnes pratiques de l'expertise judiciaire".

تقرير حول تعزيز جودة الخبرة القضائية وتعزيز الكفاءة المهنية لخبراء العدالة

بفضل مهمته الخبيرة غير الرئيسية ، أعد دومينييك أوكليير هذا التقرير أولاً وقبل كل شيء ليكون بمثابة توثيق مرجعي لخبراء العدالة الجزائريين المشاركين في الدورات التدريبية التي نظمتها UAP. بشكل عام يجب أن يكون هذا التقرير بمثابة مرجع لخبراء العدالة في إنجاز هذه المهمة التي تشكل تنويجاً لمهمتهم : صياغة تقرير الخبراء. يعرض مكونات تقرير الخبراء كما هو مطلوب بموجب اللوائح الجزائرية المعمول بها ، ولكن أيضاً وفقاً لأفضل الممارسات الدولية.

يقترح أولاً تأسيس ممارسة صياغة تقرير تمهيدي ، كأداة لتحسين التناقض والمحاكمة العادلة. لا تتطلب الممارسة الحالية لخبرة الطب الشرعي في الجزائر من الخبير إعداد "مذكرة إحاطة" أو "تقرير مسبق" قبل تقديم تقرير الخبير. ومع ذلك ، فإن صياغة مثل هذه الوثيقة من شأنها أن تقدم العديد من المزايا للقضاة والمتقاضين ، لأنها من شأنها أن تضمن الطابع المتناقض للعمليات وسوف تجعل من الممكن تصحيح الأخطاء المادية أو التحليلية أو إجراء تحقيقات إضافية مقترحة من قبل الأطراف أو ما يبررها ، وسيزود المحكمة بإجابات على الطعون التي أثارها الأطراف على استنتاجات الخبير.

الهدف من تقرير السيد أوكليير هو مساعدة خبراء العدالة الجزائريين على إعداد تقرير الخبراء من خلال تزويدهم بالنصائح العملية الرئيسية وتذكيرهم بالقواعد الرسمية والإجرائية الواجب مراعاتها. من ناحية أخرى، لا تهدف إلى توفير طريقة "تسليم المفتاح". يعتمد هذا على التعبير الأصلي الذي يجب على الخبير إجراؤه بين بناء الكائن ، وتطوير الفرضيات ، وإنشاء بروتوكول منهجي وكتابة الرد على كل نقطة من نقاط المهمة.

تقرير الخبير نفسه له سمات محددة ، سواء كان تقريراً يتعلق بقضية مدنية أو جنائية. كما يتم عرض القواعد التي تحكم صياغة التقرير وشكله ومحتواه ، وكذلك القواعد المتعلقة بإيداع التقرير. يتم شرح آثار إيداع تقرير الخبير والقيمة الإثباتية للتقرير ومبادئ فحص تقرير الخبير. يتضمن الناتج أخيراً "ميثاق الممارسات الجيدة في الخبرة القضائية".

Charte des obligations en matière de maintenance du parc immobilier judiciaire

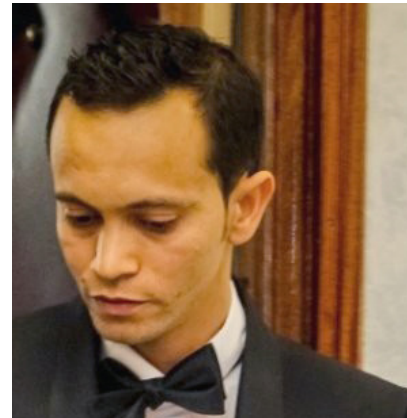
Dans le cadre de sa mission d'expertise non principale, M. Walid Benattia, architecte du Patrimoine et architecte qualifié des Monuments et des Sites protégés, a élaboré un « Charte des obligations (et des modalités pour le respect de celles-ci) en matière de maintenance du parc immobilier judiciaire ». Cette charte est destinée à servir de document de référence aux gestionnaires responsables de la maintenance du patrimoine immobilier de la justice, notamment les secrétaires généraux des cours, ordonnateurs des tribunaux administratifs, et leurs adjoints. La Charte comprend un inventaire des textes applicables réalisé par M. Abedarrahrmane Benyamina, juriste et expert de justice en matière immobilière.

Par ailleurs, un guide pratique sera élaboré et diffusé aux personnels concernés, en particulier lors des formations, afin que les agents chargés d'une mission liée à la maintenance du parc immobilier, sachent utiliser au mieux la charte. La charte doit permettre aux personnels à qui des tâches et des responsabilités sont confiées dans ce domaine de fiabiliser la connaissance des besoins, d'évaluer les coûts anticipés, les atouts et les insuffisances techniques ou fonctionnelles, d'être en mesure de proposer la programmation des opérations de gros entretien-maintenance lourde, grosses réparations et remises aux normes (sécurité, accessibilité, modernisation des installations techniques...) des bâtiments, puis de diriger les études et les opérations de travaux d'investissement qui en découlent, de planifier la maintenance courante, et d'optimiser le suivi des opérations immobilières en mettant en place des procédures de recollement pour maîtriser les futures opérations d'entretien. Enfin, la charte permet de transmettre des connaissances techniques de construction immobilière, et de donner les clefs des réglementations de la construction et de la commande publique.

ميثاق التزامات الصيانة للعقار القضائي

كجزء من مهمة خبرته غير الرئيسية ، وضع السيد وليد بن عطية ، مهندس تراثي ومهندس مؤهل للآثار والمواقع المحمية ، "ميثاق الالتزامات (وإجراءات الامتثال لها) في الحفاظ على محفظة العقارات القضائية". يهدف هذا الميثاق إلى أن يكون بمثابة وثيقة مرجعية للمديرين المسؤولين عن صيانة الأصول العقارية لنظام العدالة ، ولا سيما الأمناء العامون للمحاكم ، وموظفو المحاكم الإدارية ، ومساعدوهم. يشتمل الميثاق على جرد للنصوص المطبقة التي أعدها السيد عبد الرحمن بن يمينة ، المحامي والخبير القانوني في الشؤون العقارية.

بالإضافة إلى ذلك ، سيتم وضع دليل عملي وتوزيعه على الموظفين المعنيين لا سيما أثناء التدريب ، حتى يعرف الوكلاء المسؤولون عن مهمة صيانة مخزون المبنى كيفية الاستفادة المثلى من الميثاق. يجب أن يسمح الميثاق للموظفين الذين يتم تكليفهم بالمهام والمسؤوليات في هذا المجال بزيادة موثوقية معرفتهم بالاحتياجات ، وتقييم التكاليف المتوقعة ، ونقاط القوة ، وأوجه القصور الفنية أو الوظيفية ، ليكونوا قادرين على اقتراح برمجة. الصيانة الرئيسية - عمليات الصيانة الثقيلة والإصلاحات الرئيسية وتحديث المباني (السلامة ، وإمكانية الوصول ، وتحديث التركيبات الفنية ، وما إلى ذلك) ، ثم توجيه الدراسات وعمليات العمل الاستثمارية الناتجة ، وتخطيط الصيانة الروتينية ، وتحسين مراقبة العمليات العقارية من خلال وضع إجراءات إعادة الربط للتحكم في عمليات الصيانة المستقبلية. أخيرًا ، يجعل الميثاق من الممكن نقل المعرفة التقنية لبناء العقارات ، وتوفير مفاتيح لوائح البناء والمشتريات العامة.



وليد بن عطية
Walid Benattia

Code de déontologie de la vente publique et de l'adjudication

M. Alain Turpin, expert non principal de l'UAP et secrétaire général de la Section des Commissaires-Priseurs Judiciaires de la Chambre Nationale des Commissaires de Justice française, a préparé selon les termes de sa mission d'expertise non principale, un « code de déontologie de la vente publique et de l'adjudication, en proche collaboration avec le Président et d'autres membres de la Chambre nationale des commissaires-priseurs d'Algérie. A la demande du Ministère de la Justice, plutôt que la profession de commissaire-priseur proprement dite, le futur Code de déontologie vise l'activité de vente publique et d'adjudication, qui est également mise en œuvre dans certaines conditions par d'autres professionnels tels que les huissiers de justice, les notaires, les fonctionnaires des administrations des douanes et des domaines, etc.

Le Code propose des définitions de la vente judiciaire et de la vente volontaire, définit des procédés, préconise des recommandations concernant l'organisation et le déroulement d'une vente judiciaire. Il donne le détail de dispositions particulières applicables à la vente de véhicules automobiles, aux machines-outils, aux métaux précieux, à des marchandises spécifiques et aux marchandises interdites à la vente. Il définit enfin les conditions spéciales applicables à la vente volontaire.

مدونة أخلاقيات البيع والمزادات العامة

السيد آلان توربين ، الخبير غير الرئيسي في UAP والأمين العام لقسم المزادات القضائية في الغرفة الوطنية لمفوضي العدل الفرنسيين ، أعد وفقاً لشروط مهمته المتمثلة في الخبرة غير الرئيسية ، "مدونة أخلاق المبيعات العامة والتحكيم ، بالتعاون الوثيق مع رئيس وأعضاء آخرين في الغرفة الوطنية للمزادات الجزائرية. بناءً على طلب وزارة العدل و بدلاً من مهنة البائع بالمزاد العلني ، تغطي مدونة الأخلاقيات المستقبلية نشاط البيع العام والمزاد العلني ، والذي يتم تنفيذه أيضاً في ظل ظروف معينة من قبل الآخرين، الإدارات والعقارات الجمركية ، إلخ.



آلان توربين
Alain Turpin

يقترح القانون تعريفات البيع القضائي والبيع الطوعي ، ويحدد الإجراءات ، ويوصي بالتوصيات المتعلقة بتنظيم وإجراء البيع القضائي. يشرح بالتفاصيل الأحكام المحددة المطبقة على بيع السيارات والأدوات الآلية والمعادن الثمينة والسلع والمحددات الممنوعة بيعها. تحدد أخيراً الشروط الخاصة المطبقة على المبيعات الطوعية.